

LA VISION DES OUTRE-MER DU NOUVEAU PREMIER MINISTRE

Quand Michel Barnier tirait sur Emmanuel Macron

Michel Barnier s'est déjà rendu à plusieurs reprises à La Réunion, comme ministre des Affaires étrangères puis de l'Agriculture. Son dernier déplacement remonte à novembre 2021, quelques mois avant la présidentielle. Dans le cadre de la primaire au sein des Républicains, il avait pris ses distances avec le chef de l'Etat... et donné sa vision des outre-mer.

«Quel bilan faites-vous du quinquennat Macron concernant les outre-mer?»

Cette question, Le Quotidien l'a posée à Michel Barnier le 11 novembre 2021. L'ancien commissaire européen, ministre des Affaires étrangères et ministre de

l'Agriculture était alors candidat à la primaire destinée à désigner le candidat des Républicains à l'élection présidentielle. Il menait campagne à La Réunion.

«Beaucoup d'occasions manquées, un peu comme on l'a vu dans d'autres domaines comme l'énergie

nucléaire, nous avait répondu Michel Barnier. J'ai le sentiment que le pouvoir actuel découvre presque à la fin du quinquennat les problèmes».

Celui qui allait finir troisième de la primaire derrière Valérie Pécresse et Éric Ciotti en avait remis une couche dans sa critique du chef de l'Etat, histoire de bien faire passer son message: «il faut avoir fait le bon diagnostic en arrivant à l'Elysée, pas à la fin du quinquennat. C'est la raison pour laquelle je pense qu'il faut un nouveau président en France. On ne peut pas faire le diagnostic à la fin du mandat, il faut le faire au début et prendre des décisions».

Alors que les outre-mer ont été dotés d'un ministère délégué rattaché à l'Intérieur depuis le début du deuxième quinquennat d'Emmanuel

Macron, Michel Barnier était de son côté favorable «à un grand ministre chargé de l'Outre-mer, qui soit auprès du Premier ministre avec une capacité transversale. Le but est que les élus de l'outre-mer ne soient plus obligés de faire le tour de tous les ministères».

«Grand ministre de l'Outre-mer»

«Je voudrais qu'on passe d'une logique de guichet à une logique de projets, avait ajouté le candidat de l'époque, insistant sur le fait que les départements d'outre-mer sont une chance pour la France et pour l'Europe».

Dans cette même interview, Michel Barnier s'était déclaré favorable à «la suppression du droit du sol à Mayotte dans le cadre d'un référendum, seul moyen de stopper les flux migratoires qui déstabilisent complètement l'île. Nous ferons l'évaluation de cette suppression cinq ou dix ans plus tard».

Cette remise en cause du droit du sol, le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, l'a lancée après la crise traversée par l'île aux Parfums l'an passé mais il n'a pas pu aller au bout de la réforme après la dissolution de l'Assemblée.

Le chantier pourrait rapidement être relancé compte tenu de la nouvelle configuration politique en France...

Cédric BOULLAND



Michel Barnier lors de son dernier déplacement à La Réunion en novembre 2021. (Photo d'archives Cédric Boulland)

GROS PLAN

LE FAVORI DES LR 974 POUR LA PRÉSIDENTIELLE

Candidat à l'investiture LR à la présidentielle 2022, Michel Barnier avait obtenu le soutien d'une bonne partie de la fédération locale Les Républicains, dont le député David Lorion et la sénatrice Viviane Malet. Deux proches de Michel Fontaine, le patron local des LR qui s'est bien gardé toutefois d'exprimer publiquement un soutien. Michel Barnier avait aussi obtenu le soutien de Jean-Luc Poudroux (qui était alors député LR) et de René-Paul Victoria. Finalement remportée au second tour par Valérie Pécresse face à Éric Ciotti, l'investiture LR déterminée par un vote des militants a aussi vu concourir Xavier Bertrand et Philippe Juvin.

POUR LE SÉNATEUR SAÏD OMAR OILI

«On fait du neuf avec du vieux»

M. le sénateur Saïd Omar Oili, quelle est votre réaction à la nomination de Michel Barnier en tant que Premier ministre ?

Je ne connais pas Michel Barnier mais j'ai l'impression qu'il fait partie de la vieille France. Selon moi, on ne peut pas faire du neuf avec du vieux, ça n'a pas de sens tout ça. Les groupes politiques ne vont pas lui faciliter la tâche. J'espère cependant qu'on aura la stabilité car le pays et les Français en ont besoin. Mais je reste sceptique. Je lui laisse toutefois du temps pour juger de son action.

Lors de sa venue à Mayotte et à La Réunion en 2021 dans le cadre de la primaire des Républicains, Michel Barnier avait notamment évoqué la nécessité de supprimer le droit du sol à Mayotte, seul moyen efficace selon lui de réduire l'immigration irrégulière. Que vous inspire cette réflexion ?

À l'époque il était candidat, aujourd'hui il est Premier ministre. La dissolution de l'Assemblée a été

décidée en pleine discussion sur la loi Mayotte. Je souhaite qu'on reprenne ces discussions le plus rapidement possible. Mais à mon avis les territoires d'outre-mer vont avoir énormément de difficultés par rapport au budget concocté par le gouvernement intérimaire, c'est ça qui m'inquiète.

Il plaide également à l'époque pour un ministère des outre-mer qui ne dépende d'aucun autres...

Je ne peux qu'applaudir des deux mains. Il faut effectivement un ministère de plein exercice dédié à l'outre-mer. On ne peut plus aujourd'hui jouer avec l'outre-mer qui a besoin de réponses claires sur plusieurs sujets. Les préoccupations des Ultramarins sont nombreuses. Je pense notamment à la vie chère ou encore à la question de l'éloignement. J'espère que face au désarroi de la population, il saura apporter des réponses nécessaires. L'outre-mer fait partie des enjeux du prochain gouver-



Le sénateur Saïd Omar Oili. (Photo L.P.)

nement, notamment Mayotte mais aussi la Nouvelle-Calédonie. Et je tiens à rappeler que sans l'outre-mer, la France n'aurait pas autant brillé aux Jeux olympiques.

F.B.

HERVE MARITON, PRESIDENT DE LA FEDOM

«Un homme de compétences et d'expérience»

- Hervé Mariton, vous êtes le président de la Fédération des entreprises d'outre-mer (Fedom). Comment accueillez-vous la nomination de Michel Barnier à Matignon ?

- De manière très favorable et je lui ai d'ailleurs laissé un message pour le féliciter. Michel Barnier, que je connais bien, est un homme de compétences et d'expérience. Il fallait un Premier ministre à la France et sa nomination a du sens. L'équation n'était pas aisée à résoudre et elle ne sera pas aisée à vivre. Les choses s'apprécieront par l'action car c'est ce qui est important dans ce domaine. Je ne manquerai pas de le solliciter par rapport aux grands enjeux des outre-mer et à la dynamique que l'on doit impulser sur le plan économique.

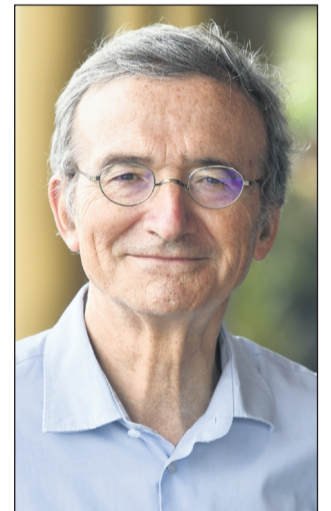
- Le nouveau gouvernement doit trouver des économies dans le cadre du prochain projet de

loi de finances. Redoutez-vous qu'elles se fassent sur le dos des entreprises ultramarines, qu'il s'agisse des aides fiscales ou des exonérations de charges ?

«Nous serons très attentifs»

- Nous avons effectivement des inquiétudes concernant la Lodeom et nous serons très attentifs à ce sujet dans les semaines qui viennent. Je rappelle que réduire les exonérations de charges, c'est augmenter les prélèvements obligatoires. Ce n'est pas une économie, c'est une hausse d'impôts. Ce gouvernement va devoir se préoccuper de la situation de l'emploi. Elle s'améliore en France mais reste très dégradée en outre-mer.

- En 2021, Michel Barnier se prononçait en faveur d'un grand ministère des Outre-mer auprès du Premier ministre. Y êtes-vous



Hervé Mariton.

favorable également ?

- J'ai été brièvement ministre des Outre-mer de plein droit. Cela a plus de sens et présente un intérêt certain pour les outre-mer.

C.B.

Les réactions des socioprofessionnels

■ **Didier Fauchard, président du Medef Réunion:**

«Nous avons un Premier ministre. C'est une excellente nouvelle car Michel Barnier est quelqu'un d'extrêmement expérimenté et dont je salue les qualités. Nous allons maintenant être attentifs à la nomination du nouveau ou de la nouvelle ministre des Outre-mer, dont j'espère que ce sera un ministre de plein droit pour lui donner du poids. Nous avons besoin d'un gouvernement en ordre de marche pour faire avancer les dossiers. Nous sommes circonspects par rapport à une éventuelle remise en cause de la Lodeom sociale dans le cadre de l'examen du projet de loi de finan-

cement de la sécurité sociale, avec le risque d'une mauvaise rédaction ou d'amendements adoptés».

■ **Gérard Lebon, président de la CPME Réunion:**

«Je n'ai pas de jugement de valeur concernant cette nomination. La France a un Premier ministre et c'est tant mieux. Encore faut-il réussir à construire un gouvernement. C'est un exercice qui nécessite du courage. Le message de la CPME Réunion est le suivant: ne coupons pas la branche sur laquelle nous sommes assis si nous voulons maintenir de la croissance et de l'emploi à La Réunion. Il est essentiel de conserver des mesures de compensation par rapport à notre éloignement et nos handi-

caps. Nous n'avons pas les mêmes contraintes qu'en métropole, pas le même taux de chômage. Nous traiter à l'identique serait dangereux. N'oublions pas ce qui s'est passé en Nouvelle-Calédonie, à Mayotte ou en Martinique».

■ **Joël Dalleau, secrétaire général de la CFDT Réunion:**

«C'est une bonne chose d'avoir un Premier ministre après plusieurs semaines d'attente. Michel Barnier a une solide expérience, notamment au niveau européen. Que faut-il attendre de ce gouvernement de droite pour La Réunion ? Nous allons le laisser travailler et serons attentifs à son discours de politique générale afin de connaître sa vision. Il va falloir

également trouver un consensus entre trois blocs. La seule chose qui est certaine, c'est que le programme du Nouveau Front populaire ne sera pas appliqué. La réforme des retraites est désormais inscrite dans la loi. La CFDT Réunion ne descendra sans doute pas dans la rue pour manifester contre ce gouvernement s'il ne remet pas en cause la réforme».

■ **Jacky Balmine, secrétaire général de la CGTR:**

«Nous avons un président de la République qui est dans le déni démocratique, dans le mépris des Français puisqu'il choisit pour Matignon le parti qui a eu le moins de voix aux dernières élections au lieu d'appliquer le programme du

Nouveau Front populaire. C'est une honte. Syndicalement, il faut nous préparer à la mobilisation du 1^{er} octobre autour de nos revendications sur l'abrogation de la réforme des retraites ainsi que l'augmentation des salaires. Je soutiens les travailleurs qui iront manifester ce samedi et je souhaite que cette mobilisation soit une réussite. Mais chacun à sa place. Cette nomination sera, je l'espère, une source de motivation pour que l'on soit le plus nombreux possible le 1^{er} octobre».

■ **Jean-Paul Paquiry, secrétaire départemental de FO:**

«Il n'est pas de notre ressort de choisir le 1^{er} ministre. Néanmoins, la désignation de Michel

Barnier, partisan des politiques de rigueur et de privatisation, du parti LR qui a obtenu 5,4 % des suffrages aux dernières élections, ne répond pas à ce qui s'est exprimé lors des dernières élections: en finir avec toutes ces politiques qui ont conduit à appauvrir les travailleurs. Obéissant aux ordres du grand capital financier et afin de sauver ce régime, le président s'assoit sur le résultat du vote et la dignité des travailleurs. Le président Macron qui est à l'origine de ce chaos porte une lourde responsabilité dans la situation à venir dans le pays ! Pour l'UD-FO, les travailleurs doivent se saisir de toutes les initiatives pour se mobiliser partout».